



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1427 DU 27 septembre 2023

**VALANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR L'EXPLOITATION
D'UNE UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGETIQUE**

COMMUNE DE DIJON.

-

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et L.541-1 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2016 portant autorisation d'exploiter une unité de valorisation énergétique sur la commune de Dijon ;

VU la lettre préfectorale du 10 février 2020 ;

VU le dossier de porter à connaissance en date du 06 juillet 2023 demandant l'ouverture de la zone de chalandise dans le but d'accueillir les déchets ménagers résiduels en provenance de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ;

VU le rapport du 5 septembre 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du CODERST en date du 25 septembre 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par mail du 25 septembre 2023 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail du 25 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'Unité d'Incinération d'Ordures Ménagères exploitée par Dijon Métropole est une Unité de Valorisation Énergétique ;

CONSIDÉRANT que la demande d'ouverture de zone de chalandise ne crée aucune modification des quantités maximales de déchets traitées sur le site du Dijon Métropole ;

CONSIDÉRANT que l'ouverture de la zone de chalandise permet la valorisation énergétique de déchets destinés précédemment à l'élimination par enfouissement ;

CONSIDÉRANT que malgré l'augmentation du trafic, le bilan carbone de l'opération présenté est positif ;

CONSIDÉRANT que le projet répond à la hiérarchisation des modes de traitement des déchets rappelée dans les objectifs du PRPGD et du SRADDET ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le PRPGD intégré au SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté approuvé par arrêté préfectoral du 16 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que les modifications considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Identification

Dijon Métropole, dont le siège social se situe 40 avenue du Drapeau – CS 17510 – 21075 DIJON CEDEX, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la ville de Dijon, rue Alexander Fleming, une Unité de Valorisation Énergétique (UVE) , est tenue de respecter, dans le cadre des demandes de modification des conditions d'exploitation des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants à la date de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Nature des déchets admis

L'article 1.2.3.1. « Nature des déchets admis » de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2016, modifié par la lettre préfectorale du 10 février 2020, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les déchets reçus sur l'installation sont :

- les déchets ménagers et assimilés non dangereux : déchets ménagers, fractions assimilables à des déchets ménagers (fraction énergétique d'une filière biologique) ;
- les déchets d'activités économiques non dangereux assimilables à des déchets ménagers (après acceptation préalable) ;
- les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;
- les déchets pharmaceutiques appartenant aux rubriques n°18 01 09 et 18 02 08 de la liste des déchets qui figure à l'annexe II de l'article R541-8 du Code de l'Environnement ;
- les déchets souillés par des médicaments anticancéreux appartenant à la typologie décrite à l'article 1 de la circulaire interministérielle du 13 février 2006.

Les déchets proviennent (au sens du lieu de production) :

- pour les déchets ménagers et assimilés (et dans le respect du principe de proximité) : de l'ensemble des communes de la métropole Dijon Métropole et des collectivités clientes du département de la Côte-d'Or, ainsi que l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (dans la limite de 15050 t/an) ;
- pour les déchets d'activité de soins à risques infectieux, déchets pharmaceutiques issus de la filière de collecte agréée et de déchets souillés par des médicaments anticancéreux : région Bourgogne Franche-Comté et départements limitrophes à cette région.
- pour les déchets d'activité économique : de l'ensemble du département de la Côte-d'Or ;

L'UVE peut accueillir de manière ponctuelle des déchets ménagers et assimilés, en provenance d'une installation de traitement provisoirement à l'arrêt, implantée sur les départements limitrophes à la Côte d'Or, et du Doubs et du Territoire de Belfort, sous réserve de respecter le principe de proximité de gestion des déchets, tel que défini au point 4° du II de l'article L.541-1 du Code de l'environnement. Cette possibilité fait l'objet systématiquement d'une information préalable de l'Inspection des installations classées et d'un accord préfectoral écrit. La demande ponctuelle de délestage contient notamment les éléments suivants :

- durée du délestage (dates de début et fin), tonnage (journalier, hebdomadaire et total) ;
- justification des capacités techniques à réceptionner et traiter des flux supplémentaires de déchets ménagers et assimilés, non prévus en fonctionnement normal de l'UIOM ;
- justification que les déchets sont bien « en provenance de » l'installation provisoirement arrêtée ;
- démonstration qu'il n'existe pas d'exutoire de proximité plus proche, disposant d'un vide de four (ou de fouille) suffisant pour l'admission de ces déchets ménagers et assimilés. Un courrier de chaque exutoire sollicité par l'installation provisoirement à l'arrêt, argumentant son refus, est notamment attendu.

Pour les déchets incinérés dans les conditions définies à l'alinéa précédent du présent article, ils sont comptabilisés dans la capacité annuelle d'incinération, et dans la part de déchets extérieurs autorisés, selon les critères fixés à l'article L.541-25-1 du Code de l'environnement :

- déchets situés dans le département de la Côte d'Or ou dans un département limitrophe à la Côte d'Or : non comptabilisés dans le tonnage annuel maximum autorisé ;
- déchets situés au-delà des départements limitrophes à la Côte d'Or (uniquement Doubs et Territoire de Belfort) : comptabilisés dans le tonnage annuel maximum autorisé et la limite prévue dans les plans déchets en vigueur concernant l'accueil de déchets extérieurs au département de la Côte d'Or ».

ARTICLE 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la métropole Dijon Métropole.

ARTICLE 4 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la ville de Dijon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PREFET,

SIGNE

Franck ROBINE

